

rières s'organisent et recrutent leur armement. En face d'elles, les grands industriels assurés du dévouement de la Reichswehr, de la Schupo et des organisations nationalistes, proclament très haut leur programme : le programme Stinnes.

« Abandon de toutes les entreprises au capital privé, suppression des organisations ouvrières, retour à la journée de dix heures ».

Cependant, l'inquiétude règne parmi les représentants de l'industrie moyenne. Parlant au milieu de juillet aux représentants du parti populiste, M. Stresemann déclare : « Nous dansons sur un volcan. Nous allons nous trouver en présence de la Révolution si nous ne parvenons pas à concilier les antagonismes ».

Avec la fin de juillet, la disette fait son apparition. C'est le mauvais moment de la soudure. Déroutés par la chute du mark, les paysans commencent à diminuer sérieusement leurs apports sur les marchés des villes. Le coût de la vie augmente de jour en jour, d'heure en heure. Les boutiquiers rationnent les clients ou ferment. Des émeutes de la faim éclatent. Elles sont réprimées sauvagement. A Breslau, le 18, on compte six morts, quinze blessés et 150 arrestations à l'occasion du pillage de quelques boutiques de mercantis juifs.

Le 23, à Francfort-sur-le-Mein, une « manifestation de la faim » réunit les socialistes et les communistes dans la rue... Le procureur Haas sort de sa maison, revolver au poing... Il est mis en pièces par une foule furieuse...

Le 26, aux Halles de Berlin, la police disperse un fort rassemblement de ménagères indignées de voir monter les pommes de terre de 5.000 marks à 7.000 marks la livre en 1 heure.

Du 20 au 26 juillet, la vie a augmenté de 50 0/0, du 25 au 26, elle a fait un bond de 107,7 0/0.

Et les salaires continuent à baisser par rapport au coût de la vie. C'est une course éfrénée entre eux et la dépréciation du mark. En mars 1923, au début de la résistance passive, un ouvrier gagnait 500.000 marks par mois, qui représentaient 25 dollars. En juillet 1923, il touche pour le même temps de travail, 4 millions de marks qui ne valent plus que 13 à 14 dollars. Le 28 juillet, le dollar est coté à 1 million de marks.

On vient d'apprendre le bilan de la stabilisation du mark, tentée au printemps : elle a coûté 200 millions de marks-or à l'Etat et enrichi les spéculateurs. Le grand capitalisme voit ses actions monter et la Siemens-Rhein-Elbe, du groupe Stinnes, a, le 25, réalisé d'un coup une hausse de 60 0/0.

On joue à la Bourse avec frénésie.

La grande noce n'a jamais connu pareil triomphe. Pendant que la tuberculose de la faim ravage Gross-Berlin et Moabit, autour du Zoologischer Garten et de la Kurfürstendamm, le vice le plus noir mélange les sexes et brasse les milliards... Entre monarchistes russes et nationalistes allemands, on fête au champagne, toutes viandes dehors, l'évasion du capitaine Erhardt, l'homme de l'Organisation C., du *Wilking bund*, le héros du coup de Kapp, l'instigateur de l'assassinat de Rathenau, le conseiller de la *Fédération Nationale des officiers allemands*, de la *Ligue des Intransigeants*, des *Frères de Stein*, de l'*Ordre néo allemand*...

La Révolution veut faire, de son côté, la reconnaissance de ses troupes.

Les communistes préparent une journée antifasciste. Mais les fascistes ne sont-ils pas déjà au pouvoir par cent complices ?

Le ministre de l'Intérieur de la République propose à tous les Etats d'interdire toute manifestation de rue. Sé-

vering interdit la journée pour la Prusse. Noske, pour le Hanovre.

La provocation est manifeste. On compte décapiter la Révolution qui gronde en lui imposant une heure qui n'est pas la sienne.

Les communistes déjouent la manœuvre. Ils ont eu connaissance à temps de la circulaire secrète commandant à la police d'ouvrir le feu sans sommation. On ne sortira pas dans la rue.

Le 29 juillet, vingt-trois meetings réunissent, à Berlin et dans la banlieue, les masses affamées autour des tribunes communistes. Les petits rentiers, les fonctionnaires, les artisans, les paysans y coudoient les ouvriers, et la propagande révolutionnaire les pénètre, armant leur désespoir et leur faim. La journée que le gouvernement voulait sanglante prend figure de recueillement révolutionnaire. Ces nuages noirs qui s'amassent sans cesse, angoissent encore davantage la bourgeoisie qui n'attendait qu'un court orage.

Epouvantée, la *Gazette de la Croix* observe « le même état d'esprit qu'à la veille du 9 novembre 1918. » Le bourgmestre de Berlin déclare : « Le sort du pays se joue dans nos rues ».

La crise ministérielle est virtuellement ouverte.



AOUT. — Cuno gouverne encore. Il se cramponne au pouvoir. Il va se décider à jeter du lest. La situation financière est devenue intenable. Il y a une crise du papier monnaie. La presse à assignats ne suffit plus à la demande. On imprime en hâte des coupures de 5 à 10 millions de marks. La Reichsbank a décidé le 3 août de ne plus accorder de crédit que sur valeur stable. Mais il est déjà trop tard, elle a englouti dans l'aventure de la Ruhr 500 millions de marks-or et diminué de moitié son encaisse métallique.

A Munich, les banques ne délivrent plus que 500.000 marks par personne et par semaine. En plusieurs endroits, faute de papier, les salaires ne sont pas payés.

Dans la semaine du 27 juillet au 2 août, l'index officiel du prix de la vie indique pour une famille à deux enfants un peu plus de 5 millions de dépenses. Et c'est le salaire d'un mois !

Au cours de la même semaine, un œuf passe de 7.000 marks à 15.000. Les 1.200 grammes de pain, de 31.000 à 58.000. Cent briquettes de charbon passent de 98.000 marks le 2 août à 218.000 marks le 4 août. Le 7, le dollar est arrivé à 4 millions de marks.

Les révolutionnaires ne parviennent plus qu'avec peine à contenir l'impatience de la faim. Il y a des troubles à Wiesbaden et à Dresde. A Oberhausen, la police ouvre le feu : deux tués et huit blessés. Le Reichstag est convoqué pour le 8. Avec la faillite menaçante, l'influence communiste grandit. Les communistes s'implantent solidement dans les syndicats. 53 0/0 des voix se prononcent pour eux dans la métallurgie.

La minorité social-démocrate a délibéré, le 31 juillet, à Weimar. Elle sait et condamne les projets de la majorité qui se prépare à entrer dans un gouvernement de coalition. Elle semble s'orienter vers les communistes.

Mais le 4 août, la fraction parlementaire social-démocrate se prononce pour la collaboration éventuelle avec un gouvernement bourgeois. Cuno veut acheter la confiance des socialistes par des lois fiscales frappant la fortune acquise et qu'on appelle déjà les impôts de la peur : augmentation de 400 0/0 de l'impôt sur les sociétés, taxation nouvelle des gros revenus (200 à 1.600 0/0 de l'ancien), obligation pour les industriels de payer le double de la retenue sur le salaire des ouvriers, impôt en or sur